

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VALENCIENNES METROPOLE**

**DECRET n°73-1007 du 31 octobre 1973 relatif à la protection contre les risques
d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.**

**Arrêté du 25 juin 1980, portant approbation des dispositions générales du
règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les
établissements recevant du public.**

**DECRET n°95-260 du 08 mars 1995 modifié relatif à la commission départementale
de sécurité et d'accessibilité**

**COMMISSION INTERCOMMUNALE DE SECURITE DE
VALENCIENNES-METROPOLE**

Réunion du 24 avril 2018

PROCES-VERBAL DE NOTIFICATION AU MAIRE

[A retourner à Valenciennes-Métropole](#)

Etablissement : Ecole maternelle « Jean Rostand » - 10, rue Jules Vallés

Catégorie : 5

Type : R-N

Commune : MARLY

Objet : Etude de Dossier d'établissement de 5^{ème} catégorie : AT 059 383 18 O 0009 (Mises aux
normes accessibilité)

OBSERVATIONS : se reporter au procès- verbal de cette commission.

AVIS DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE : AVIS FAVORABLE

Notifié à l'exploitant le

Fait à

Signature et cachet de la Mairie

**Le Président de la Commission
Intercommunale de Sécurité**



Par délégation,
Le Conseiller Communautaire délégué,

Alain DÉE



**COMMISSION INTERCOMMUNALE DE VALENCIENNES MÉTROPOLE
POUR LA SÉCURITÉ CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE
DANS LES ERP**

...
Réunion du 24 avril 2018

- Décret n° 95-260 du 8 Mars 1995 relatif à la Commission Consultative
Départementale de Sécurité et d'Accessibilité.

PROCÈS-VERBAL

Dossier PREVENORD n° 63598
Dossier SDIS n° 5-709

Rédacteur : Adjudant-chef DEVILLIERS François

Réf : FD / IC

COMMUNE : **MARLY**
ÉTABLISSEMENT : ECOLE MATERNELLE JEAN ROSTAND
ADRESSE : 10, rue Jules Vallès

EXAMEN DE DOSSIER

Etude : Autorisation d'aménager n° 059.383.18.O.0009 déposée le 16 mars 2018

Objet : Mise aux normes d'accessibilité.

Types : R – N

Catégorie : 5°

Effectif : 63 personnes

EFFECTIF / CLASSEMENT

- Activité d'enseignement maternel
- Selon l'article PE3, l'effectif du public est déterminé selon la déclaration du maître d'ouvrage, à savoir 63 personnes.
- L'effectif du personnel n'est pas précisé.
- Soit un effectif total de 63 personnes.

Conformément à l'article R 123-19 du Code de la Construction et de l'Habitation et de l'article GN1§2a, l'établissement est classé en type R avec activité de type N de 5^e Catégorie.

TEXTES APPLICABLES

- Code de la Construction et de l'Habitation.
- Arrêté du 25 Juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.
- Arrêté du 22 Juin 1990, portant approbation des dispositions complétant le règlement de sécurité et applicable aux établissements de 5^{ème} catégorie.
- Circulaire du 3 mars 1982 relative aux instructions techniques prévues dans le règlement de sécurité des établissements recevant du public, complétée par la circulaire du 21 juin 1982 et la circulaire du 30 décembre 1994.
- Arrêté du 23 juin 1978, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire.
- Arrêté préfectoral du 27 avril 2017, relatif à l'approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie (RDDECI) dans le département du Nord.

SITUATION ADMINISTRATIVE

Date de construction initiale inconnue

Date de commission	Désignation : ED¹ - VR² - VS³ VSLAD⁴ - EDLAD⁵ EDPRESC⁶	Avis Favorable (F) Défavorable (D) Sans Avis (SA)	Motivation de l'avis et n° de Permis de Construire ou Autorisation d'Aménager
27/10/2004	VS	F	

¹ ED = Étude de dossier

² VR = Visite de réception

³ VS = Visite de sécurité

⁴ VSLAD = Visite de sécurité de levée d'avis défavorable

⁵ EDLAD = Étude de levée d'avis défavorable

⁶ EDPRESC = Étude de levée de prescriptions

MARLY

Ecole maternelle Jean ROSTAND – 10 Avenue Jules Vallès

AT 059 383 18 0 0009

Réunion du 24/04/2018

PIÈCES ADMINISTRATIVES ÉTUDIÉES**- Notice de sécurité**

OUI

(Art. R. 111-19-17 du Code de la Construction et de l'Habitation)

Établie par Mairie de Marly

le 16 mars 2018

- Engagement du maître d'ouvrage sur le respect

OUI

des règles générales de construction et notamment la solidité

(Art. 45 du Décret n° 95-260 du 8 mars 1995)

Établi par M. THIEME

le 16 mars 2018

- Déclaration d'effectif du maître d'ouvrage (si exigée par la réglementation) OUI

(Art. R. 123-19 du Code de la Construction et de l'Habitation)

Établie par M. THIEME

le 16 mars 2018

- Autres documents : Plans, courriers, documents.**DESCRIPTION ET ANALYSE DU PROJET**

Ce projet concerne la mise aux normes d'accessibilité. Dans ce cadre, les travaux envisagés concernent uniquement la création d'une rampe extérieure et la pose de repères visuels sur les parties vitrées des portes donnant sur l'extérieur.

Aucune autre modification n'interviendra, les dispositions existantes ne seront pas modifiées

L'établissement en simple rez-de-chaussée se décompose comme suit :

- Un hall d'entrée
- Une salle de motricité,
- 3 salles de classe,
- Une chaufferie,
- Un office,
- Une salle de restauration assise,
- Un bureau de direction,
- Une salle de sieste,
- Une salle « BCD »
- Deux blocs de sanitaires,
- Deux dépôts.

1. Personnes en situation de handicap

- 1.1. L'évacuation des personnes en situation de handicap sera réalisée selon le principe de l'aide humaine par le personnel de l'établissement.

2. Dégagements

2.1.

Niveaux ou locaux	Nombre de sorties exigé	Nombre d'unités de passage exigé	Nombre de sorties réalisé	Nombre d'unités de passage réalisé	Observations
Rez-de-chaussée (63 personnes)	2	2	7	10	Conforme

MARLY

Ecole maternelle Jean ROSTAND – 10 Avenue Jules Vallès

AT 059 383 18 0 0009

Réunion du 24/04/2018

- 2.2. les salles de classe, la salle « BCD » et la salle de restauration disposent d'issues directes sur l'extérieur.

DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE (DECI)

La DECI existante autour du projet est composée comme indiquée dans le tableau ci-après :

Type PEI*	N°	Localisation du PEI	Statut du PEI	Distance en mètres	Débit en m ³ /h	Volume utile en m ³	Source de l'information Débit ou Volume	Date de contrôle
PI	2642	14, place Louise Michel, angle rue Louise Michel	Public	166	194		SDIS	06/05/2010

Le type de PEI est : BI / PI / PA / CIT. / RES. - Le statut du PEI est : Public / Privé / Conventionné - La distance est celle séparant le PEI de l'entrée de l'établissement - Le débit donné est mesuré sous une pression de 1 bar - Le volume donné est connu (PEI artificiel réserve ou citerne) ou estimé (PEI naturel). Source d'information est : Service public de DECI à préciser ou SDIS.

** PEI : Point d'Eau Incendie*

Le volume d'eau nécessaire pour la DECI est de 30 m³ utilisables en 1 heure (soit un débit de 30 m³/h) répartis sur 1 point d'eau incendie (PEI) au minimum. Le premier PEI devant être situé, au plus, à 200 m du risque.

Au vu des éléments en notre possession, la DECI est considérée suffisante.

Il est conseillé à l'autorité délivrant la présente autorisation de se rapprocher du service public de DECI (MAIRIE - HOTEL DE VILLE - PLACE GABRIEL PERI - BP 39 - 59581 MARLY - TÉL: 03.27.23.99.00 - FAX: 03.27.23.99.29) afin de vérifier les données relatives au(x) PEI repris ci-dessus. De même, le service public de DECI apportera les informations concernant les éventuels travaux susceptibles de modifier l'état des PEI.

RAPPELS RÉGLEMENTAIRES

- En cours d'exploitation, l'exploitant sera tenu de faire procéder, par des techniciens qualifiés de son choix, aux opérations d'entretien, de vérifications des installations et des équipements techniques de son établissement (chauffage, éclairage, installations électriques, appareils de cuisson, ascenseurs, moyens de secours, etc.). (art. PE4§2)
- En application de l'Article R 123-14 du CCH, le maire peut faire procéder à une ou plusieurs visites de contrôle par la Commission de Sécurité, notamment lorsque son attention aura été attirée sur les dangers graves courus par le public admis dans l'établissement.
- L'exploitant peut être mis en demeure, après avis de la Commission de Sécurité, de faire procéder à des vérifications techniques par des personnes ou des organismes agréés lorsque des non-conformités graves ont été constatées en cours d'exploitation article PE4 §3.

PRESCRIPTIONS

1. Généralités

- 1.1. S'assurer que pendant les travaux, les constructeurs, les installateurs et les exploitants sont responsables, chacun en ce qui leur concerne, de l'application des dispositions reprises dans la présente étude. (art. R 123-43 du Code de la Construction et de l'Habitation)

MARLY

Ecole maternelle Jean ROSTAND – 10 Avenue Jules Vallès

AT 059 383 18 0 0009

Réunion du 24/04/2018

1.2. S'assurer que les prescriptions émises lors de la visite de sécurité du 27 septembre 2004 ont été réalisées. (Art. R 123-43)

CONCLUSION

Il est proposé d'émettre un **AVIS FAVORABLE** à l'étude de sécurité réalisée dans le cadre de la mise aux normes d'accessibilité de l'école maternelle Jean Rostand.

Nota :

L'attention du pétitionnaire ou de l'exploitant doit être appelée sur les dispositions de l'article R 123-43 du Code de la Construction et de l'Habitation ci-dessous intégralement rappelées :

«Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui les concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur et des ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.»

AVIS DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE DE VALENCIENNES MÉTROPOLE POUR LA SÉCURITÉ CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP

Après en avoir délibéré, la **Commission Intercommunale de Sécurité de Valenciennes Métropole** émet :

AVIS FAVORABLE

à l'étude de sécurité réalisée dans le cadre de la mise aux normes d'accessibilité de l'école maternelle Jean Rostand.

En outre, dans le cadre de sa mission d'étude, de contrôle et d'information prévue à l'article R.123.35 du Code de la Construction et de l'Habitation, et en vertu de l'article 40 du décret n° 95.260 du 8 mars 1995, la commission propose à l'autorité de police compétente pour délivrer le permis de construire ou l'autorisation, de notifier au pétitionnaire les prescriptions mentionnées dans le procès verbal ci-dessus.

LE PRÉSIDENT de la Commission Intercommunale de Sécurité,



Par délégation,
Le Conseiller Communautaire délégué,

ALAIN DÉE

[Signature]

Ce procès-verbal comporte 5 pages.

MARLY

Ecole maternelle Jean ROSTAND – 10 Avenue Jules Vallès

AT 059 383 18 0 0009

Réunion du 24/04/2018

